

CAPTIVITE A SOEST EN WESTPHALIE OFLAG VI - A

Quatre grandes casernes de trois étages, dont la construction est à peine achevée ; quelques bâtiments annexes ; fermant le tout, un rectangle de fils de fer barbelés.

A l'entrée, à gauche, un poste de garde ; à droite, la «kommandantur» et les services administratifs : ces deux bâtiments hors barbelés.

Autour, des prairies, une campagne plate ; au loin des lignes d'arbres et à un kilomètre environ, une petite ville moyenâgeuse, centre agricole : Soest.

Le camp où nous entrons est l'Oflag VI-A, situé à l'est du Bassin de la Ruhr. La ville industrielle la plus proche s'appelle Dortmund.

Dès notre arrivée, le 2 juillet 1940, nous sommes répartis dans trois casernes et, personnellement, je me trouve avec quinze officiers dans une pièce de six mètres sur six, munie de seize couchettes dont huit superposées. Au centre, une table et quatre tabourets.

Des hommes de troupe, Français, arrivés avant nous, avaient mis un peu d'ordre et aménagé les locaux. Mais en fait, ils étaient destinés en partie à travailler dans les fermes voisines et au service du camp. Dans le premier des quatre

bâtiments principaux étaient logés des officiers hollandais et belges, faits prisonniers avant nous. Pour simplifier le service, le premier «repas» nous fut distribué par un guichet où nous passions l'un derrière l'autre sans distinction de grade et présentions une cuvette pour recevoir une louche de «soupe». Ce fut le moment qui me sembla le plus pénible, car un colonel devant moi tendit sa cuvette par le guichet en disant : «maigre potage !».

Par la suite, ces «maigres potages» nous étaient distribués à la porte des chambres. Nous étions tous très fatigués, et la position allongée occupait les premières heures de captivité pour ne pas perdre les rares calories contenues dans la «soupe».

Entre deux sommes, d'un œil inquisiteur, chacun observait son voisin de chambrée et l'heure n'était pas aux confidences. Cependant, les plus dégourdis et aussi les plus courageux commençaient à réagir.

Les présentations faites dans chaque chambrée provoquèrent rapidement un dégel de l'atmosphère, et les plus bavards délièrent leurs langues.

Mon régiment, le 622^{ème} R.P.C. était représenté par le chef du deuxième bataillon, le capitaine Loiseau, et quatre commandants de compagnie : Hache, Mercier, Mustin et moi-même.

Il n'y avait pas vingt-quatre heures que nous étions arrivés quand quelqu'un frappa à la porte de notre chambrée et un officier belge, dont la tenue était impeccable, se présenta : «lieutenant Jean Coppe, je cherche le lieutenant Thoumyre !».

Je me présentai à mon tour, et le suivis dans le couloir où il m'invitait à venir. Puis, il engagea la conversation :

- «Vous êtes bien dans les charbons à Dieppe ? Eh bien, c'est avec mon père que vous avez fait des affaires : la Société Evans Coppe, à Bruxelles. Si je puis vous rendre

service, je le ferai bien volontiers. Parlez-vous allemand ou anglais ?».

Puis il ajouta :

- «J'occupe un poste à la kommandantur du camp pour tenir à jour le fichier et j'ai vu votre nom passer dans les listes qui m'ont été remises. Comme je dois être libéré parce que «Flamand», je vous offre le poste que j'occupe ; je vous conseille de le prendre pour ne pas rester complètement inoccupé. Si vous êtes d'accord, rendez-vous demain matin devant le poste de garde».

J'acceptai son offre, et je me trouvais, dès le lendemain, après un petit examen d'écriture, titulaire du poste pour tenir le fichier.

Je rendis compte de cette situation au colonel français qui avait pris le commandement du camp, en lui faisant remarquer que ce travail pouvait, peut-être, rendre service à tous les officiers français, et je pris l'engagement d'agir en ce sens en le tenant informé de tout ce que je pourrais observer.

C'est ainsi que, quatre heures par jour, je sortais du camp pour me rendre à ce travail. Installé dans un bureau voisin des employés civils de la kommandantur, je remplissais des fiches d'identité sur tous les officiers présents. J'avais, de ce fait, l'avantage de bénéficier, de temps à autre, d'une soupe supplémentaire, et disposais d'un confort relatif, d'une ambiance plus calme, des journaux et illustrés allemands que m'enviaient beaucoup d'officiers.

Je parlais en français ou en anglais avec les officiers allemands qui étaient toujours très corrects avec moi.

Dans le bureau voisin, dix jeunes filles et jeunes femmes, toutes parlant le français, étaient chargées de lire la correspondance entrant ou sortant de l'Oflag. Aussi, il arrivait souvent que l'une d'elles vienne me demander l'explication d'un mot dont elle ne comprenait pas le sens.

Tous les mois, elles dressaient un rapport de la situation morale du camp qu'elles adressaient aux autorités supérieures.

L'Oflag VI-A se composait de deux cents hommes de troupe et d'environ deux mille officiers, dont quatre-vingt pour cent étaient de réserve.

Toutes les professions y étaient représentées. Parmi celles-ci figuraient des universitaires, des instituteurs, des avocats, des journalistes, des architectes, des industriels et également des pasteurs et de nombreux prêtres. Très rapidement, les plus courageux constituèrent des groupements qui donnèrent naissance à une sorte de faculté où de jeunes officiers poursuivirent leurs études et même passèrent des examens devant un jury reconnu plus tard officiellement par les autorités françaises. D'autres se livrèrent à jouer la comédie pour distraire les camarades. Un orchestre fut constitué, celui-ci donna des concerts et participa aux offices religieux qui prirent une place importante dans notre vie. Enfin, un groupe d'artistes se consacra aux arts sous toutes ses formes, peinture, sculpture, gravure, etc.

Personnellement, en dehors de mes heures occupées à tenir à jour le fichier, je m'étais livré à faire de la miniature en reproduisant sur le livre d'or de ma popote, les insignes des régiments représentés dans le camp, un petit missel pour mon épouse et la sculpture d'une vierge en bois pour mon fils Philippe qui devait faire sa première communion.

Les officiers allemands, chargés de la surveillance, favorisèrent le développement de toutes ces activités en nous permettant de faire l'achat des matières premières nécessaires dans le commerce de la ville voisine. C'est ainsi que je servais d'intermédiaire entre les officiers français et les autorités allemandes à la kommandantur où je travaillais. Je fus particulièrement chargé, accompagné par deux sentinelles en arme, de faire à Søest l'achat de tout le

matériel nécessaire pour les artistes prisonniers. Grâce à ces acquisitions, de nombreux amateurs se livrèrent à la peinture sous la conduite de professionnels chevronnés, comme Tougard et Guillaume Gillet, tous deux Prix de Rome d'architecture. Plusieurs expositions furent organisées à l'intérieur du camp et, pour me remercier de les avoir tirés de l'inaction, les artistes me nommèrent président de leur groupement.

Je me dois de rappeler, ici, le nom de certains de ces camarades qui m'ont laissé des souvenirs impérissables : Champion, spécialiste des costumes militaires au musée des armées, Toubreau de Maisonneuve, commandant de spahis, Fourcy, chasseur alpin, Varsavaux, Maire, cavalier du Cadre noir de Saumur, Barbedette et Gosta Nordin (je suis le parrain d'un de ses enfants, Yves, qui est actuellement professeur d'ostéotomie dans les hôpitaux de Paris), enfin, Douxamie, officier aviateur de la Marine qui dirigea mes travaux quand je construisis la maquette d'un navire de guerre, type 1820, pour mon beau-père.

Tous les matins, les quelques cinquante prêtres officiers prisonniers disaient leur messe dans une salle réservée à cet effet et décorée par Guillaume Gillet. Je servais dès six heures celle que disait l'abbé Hache, camarade d'enfance.

Tous les dimanches, un office majestueux concélébré par de nombreux prêtres, rassemblait quatre-vingt-dix pour cent des officiers et hommes de troupe dans le gymnase. Un prédicateur nous apportait la bonne parole. Plusieurs Pères Blancs et moines spécialisés dans cet art faisaient vibrer en nous des cordes sensibles qui donnaient à nos prières une chaleur particulière. Le Père Bonduel, missionnaire du cardinal de Lavigerie dit Père Blanc, excellait dans ses improvisations en rapport avec notre situation.

Après trois mois de régime composé d'eau et de topinambours, la majorité des prisonniers avait adopté la

sieste prolongée pour ménager leurs forces. Mais bientôt les colis arrivèrent et certains, si abondants, que nous en éprouvions une gêne, en pensant que nos familles se saignaient pour nous rendre la vie possible.

*

* *

Chaque mois, les autorités du camp nous distribuèrent des cartes de correspondance et des cartes de colis pour permettre à nos familles d'entrer en communication avec nous. Je peux avouer que ma situation à la kommandantur me faisait bénéficier de cartes supplémentaires dont ma chambrée profitait, car le contenu de tous les colis était mis en commun.

Quelle ne fut pas ma surprise, un matin, de recevoir un colis d'Egypte, composé de friandises les plus rares ! En effet, un de mes cousins, Guy Simon, officier de marine, fils d'un de mes oncles et associé, se trouvait prisonnier avec toute la flotte française à Alexandrie, sous la bonne garde des Anglais ! Son père lui avait donné mon adresse et très gentiment, il avait pensé à ma détresse alimentaire.

Tout le monde, dans le camp, fut au courant de cet heureux événement, mais peu en tirèrent avantage, et les Allemands furent particulièrement intrigués ! Si bien qu'un officier S.S. qui, régulièrement, venait dans la nouvelle chambrée que j'occupais avec cinq Bordelais dans le bâtiment évacué par les officiers belges et hollandais, nous fit une plus longue visite, et inspecta, en détail, ce fameux colis égyptien. Il fut surtout émerveillé par le chocolat qu'il contenait et déclara que ses enfants ignoraient le goût du vrai chocolat et ne connaissaient que le synthétique produit des laboratoires allemands. Nous étions alors à la veille de Noël 1941 et, en accord avec mes camarades, nous avons remis à l'officier allemand un morceau de ce chocolat pour le Noël de ses enfants. Ce qui eut un effet inattendu de la

part de cet homme qui nous apporta, le lendemain, six œufs frais de son poulailler, pour nous remercier. Cette gentillesse nous mit en rapport plus étroit avec notre geôlier, sans que nous sachions le but qu'il poursuivait et la part d'humanisme qui l'animait. Je ne découvris que plus de dix ans après ma captivité, à l'occasion d'une visite à l'un de mes camarades de chambrée, la vraie raison de ce geste et des visites fréquentes de cet officier S.S. : il avait fait ses études à Grenoble avec l'un de mes camarades de captivité qui partageait notre misère.

Oserais-je prétendre que Noël 1941 fut, pour nous, un jour particulièrement heureux ? Ce réveil, dans notre mémoire de ce jour, fête de famille, alors que nous étions depuis plus d'un an et demi prisonniers en Allemagne, me donna le «spleen» en pensant à mes trois petits blottis dans les jupes de leur mère, au pied d'une cheminée, ouvrant les cadeaux que le Père Noël avait apportés dans la nuit, loin de leur père... En évoquant ce souvenir, j'ai encore quelques larmes qui me viennent aux yeux. Mais il ne fallait pas se laisser aller auprès de camarades qui partageaient notre sort. Le nôtre, pénible par l'absence et la privation de la présence d'êtres chers nous laissait au moins l'espoir de les retrouver un jour. Tous n'avaient pas cet espoir, et certains prenaient des risques en projetant l'évasion. La recherche de la liberté est très louable et même le seul droit du prisonnier, mais il faut en peser les conséquences car, non seulement peu réussissaient à s'évader, mais quelques-uns y laissaient leur vie.

J'avais jugé qu'ayant une petite famille, je n'avais pas le droit de prendre ce risque, à moins qu'une occasion exceptionnelle ne se présentât. Ce point de vue ne me privait pas de favoriser toute évasion et de munir celui qui avait trouvé le moyen sûr, de tout ce qui pouvait lui faciliter la libre circulation après sa sortie du camp. C'est ainsi qu'une cellule secrète prit forme pour fabriquer de toute pièce des faux papiers, billets de chemins de fer et

cartes d'identité, grâce à nos artistes et sous le couvert de spécialistes, graveurs, dessinateurs, miniaturistes, tailleurs et linguistes.

Quelle joie quand nous apprenions qu'un camarade était arrivé à bon port grâce à une évasion spectaculaire ou même discrète, après plusieurs mois de préparation !... mais aussi, quelle prudence de serpent pour ne pas révéler l'origine du travail collectif de préparation.

Bien entendu, «branle-bas de combat» dans tout le camp, dès qu'une évasion était découverte par les autorités allemandes. Appel et contre-appel, pointage et repointage de l'effectif à toute heure du jour ou de la nuit, aussi bien en été qu'en hiver. La nervosité de nos geôliers et le flair de leurs chiens, déjoués par tous les moyens dont nous disposions, étaient une réelle partie de plaisir que nous faisions traîner en longueur pour laisser le champ libre à celui ou ceux qui avaient réussi à sortir de l'Oflag. En principe, tout prisonnier évadé et repris par les autorités allemandes était changé de camp et emmené en cellule dans l'isolement le plus complet. Les sanctions collectives, comme la suppression de tout courrier, de colis, de journaux nous laissaient bien indifférents et nous confirmaient la réussite de l'évasion. Mais nous avions d'autres sortes d'évasions : celles des conférences traitant de questions scientifiques ou politiques que des camarades tenaient devant un auditoire nombreux et attentif. Robert Brasillach et Merveilleux du Vignaux étaient de ceux qui étaient les plus attendus et les plus écoutés. Le premier fut condamné à mort et exécuté pour avoir voulu trop tôt le rapprochement de la France et de l'Allemagne ; le second, plus prudent, contribua comme secrétaire à la Présidence de la République à l'Elysée aux accords franco-allemands quelques années plus tard. Je rends hommage à l'un comme à l'autre de nous avoir charmés, instruits et réconfortés sur l'avenir de notre Patrie. Nous avions, en effet, grand besoin d'avoir des hommes de leur valeur pour nous aider à passer ce temps mort de notre

existence. Je ne saurais oublier tous ceux qui, possédant l'art de la parole et le sens des responsabilités, comme le Père Bonduel, ont fait vibrer en nous des cordes sensibles pour un avenir meilleur.

Le 19 août 1942, en me rendant à la kommandantur où j'exécutais mon travail journalier, j'appris par un officier allemand le débarquement de troupes canadiennes à Dieppe. Je transmis cette nouvelle dans le camp, sans trop y croire, car je savais, par expérience, que «les canards ont un vol rapide et ne laissent souvent aucune trace de réalité». Cependant, les journaux du 20 août commentaient cet événement et précisaient que les troupes d'invasion avaient été rejetées ou anéanties. Notre désillusion fut grande, mais rien ne donna l'occasion à nos geôliers de s'en apercevoir. Trois jours plus tard, un article dans la presse allemande laissait entrevoir la libération des prisonniers de Dieppe. Le soir même, l'officier S.S. vint dans notre chambrée avec de nombreux journaux annonçant cette nouvelle. Je ne le pris pas au sérieux et, comme Saint Thomas, je voulus une pièce officielle pour me rendre à cette réalité. Dès le lendemain, le commandant allemand du camp vint me trouver dans mon bureau et me dit : « Vous pouvez faire vos valises, dans quelques jours j'aurai l'avis de votre libération et celles de vos camarades de Dieppe ».

Vous dire que j'ai trouvé le sommeil les nuits suivantes ne serait pas exact ! Mais je ne m'imaginais pas possible une semblable décision et j'attendis patiemment au cours des semaines qui suivirent... Ce n'est que le 6 septembre 1942 que la note officielle me fut remise. Je n'eus que quelques heures pour rassembler mes pauvres frusques et dire «Adieu» aux camarades, mais je peux avouer que mon émotion était grande ! J'éprouvais intérieurement une joie immense de retrouver ma femme et mes enfants, mais une sorte de honte à quitter les quelques deux mille officiers prisonniers dans l'Oflag VI-A, qui m'avaient donné tant de marques d'amitié.

Dès que j'eus franchi la porte du camp, je me retournai pour voir, une dernière fois, ces nombreux visages aux yeux mouillés, dont ma mémoire a gardé le souvenir.

Je sortais de prison pour entrer dans un univers surveillé par l'occupant, mais en famille.

Nous étions trois officiers dieppois dans le camp, mais je ne sais pourquoi, je partis seul avec deux sentinelles en armes, pour la gare de Sœst, où nous prîmes le train pour Trèves (Trier en allemand).

Dès mon arrivée dans cette gare, toujours encadré par mes deux sentinelles, avec un pain sous le bras pour tout ravitaillement de route, je me souviens avoir longé un camp d'internés civils qui, me voyant passer, me demandèrent à manger. Je leur jetai par-dessus les barbelés le pain que je possédais et j'assistai à une bataille rangée de l'autre côté de la clôture pour s'approprier cette «manne» tombée du ciel.

Je me demande maintenant, si ces pauvres gens n'étaient pas destinés à la chambre à gaz !

Dans le camp de rassemblement, sur les hauteurs de Trèves, de nombreux hommes de troupe, arrivés quelques heures plus tôt, procédaient à un nettoyage des baraques. Sitôt qu'ils me virent, ils se mirent au «garde-à-vous». Je les mis à l'aise immédiatement, et me présentai aux autorités allemandes. Sans tarder, en plein air, une table et deux chaises furent installées et, en compagnie d'un officier allemand, je commençai à pointer les hommes présents. C'est ainsi que se présenta devant moi, mon cousin Jean-Marie Delarue et bien d'autres que je connaissais dont je ne saurais donner la liste. Étaient libérés, en principe, par les autorités allemandes, les prisonniers des communes de Dieppe, Neuville-les-Dieppe, Arques-la-Bataille, Hautot-sur-Mer. Or, un soldat se présenta précisant qu'il habitait

Neuville-Saint-Vaast. L'officier allemand lui fit répéter le nom de sa commune. Malgré mon intervention, je ne pus lui faire dire Neuville-les-Dieppe. Il s'entêta et ne voulut pas en démordre ! Neuville-Saint-Vaast est une commune du Pas-de-Calais dont les prisonniers n'étaient pas libérés. Le soldat dut faire demi-tour. J'en fus navré !

Quelques heures plus tard arriva le capitaine Robbe, officier d'active. Je m'effaçai donc et repassai le commandement à celui-ci. Puis, l'opération de pointage terminée, nous procédâmes à une inspection générale pour que l'ensemble de la troupe se mette en ordre. Chacun étant heureux de retrouver des frères, parents et camarades, les conversations étaient animées.

Les hommes de troupe arrivaient de tous les stalags, plus ou moins débrailés. Il fut nécessaire de leur remettre des tenues correctes que les autorités allemandes avaient prévues. Toute la journée du 10 septembre s'écoula ainsi dans l'attente du départ. Le 11 septembre, les neuf cent quatre-vingt-quatre prisonniers libérés furent rassemblés puis, nantis de provisions de route, ils se dirigèrent en bon ordre pour la gare de Trèves.

Après l'embarquement dans un train de voyageurs convenable, le convoi s'ébranla à quatorze heures, au milieu d'un brouhaha traduisant la joie des soldats. Plusieurs compartiments avaient été réservés pour les troupes d'occupation et les officiers français. Un officier S.S. nous accompagnait. J'avais été chargé d'assurer la sécurité et le bon ordre du convoi. Le passage de la frontière fut salué par un soulagement et des cris de joie. Puis, en fin d'après-midi, nous franchîmes la gare de Thionville, Metz et à Bar-le-Duc, un arrêt nous permit de respirer l'air de France.

Sur tout le trajet, la population traduisait, par des signes et des manifestations d'accueil, ses sentiments. Profitant des arrêts fréquents en rase campagne, des hommes du convoi écrivirent à la craie, différents slogans

sur les portières des wagons «Vive la France», «N'oubliez pas ceux qui restent», «Vive Pétain», etc., et trouvèrent des drapeaux français qu'ils fixèrent sur la locomotive.

Pendant cette période, le capitaine Robbe et ses camarades officiers rédigèrent des télégrammes pour remercier Pétain et Laval, puis Levasseur maire de Dieppe et Sassier, sous-préfet de Dieppe, qui avaient été les négociateurs de notre libération.

Arrivés à Châlons-sur-Marne, en pleine nuit, la Croix-Rouge nous distribua une collation généreusement arrosée de vin, cidre et eau. Ce réconfort physique eut un effet bienfaisant, mais aussi des extravagances qu'il fallut maîtriser !

Le train poursuivant lentement son chemin, nous avons franchi Noisy-le-Sec, Argenteuil. A Gisors, une réception grandiose, organisée par la Croix-Rouge nous attendait. Sur le quai de la gare, des tables chargées de vivres et des fûts de vin et de cidre étaient mis à notre disposition. Ce fut la ruée ! Les soldats, après s'être rassasiés, remplissaient leur musette et leur bidon. Je pris peur, craignant le désordre de la troupe, car nous savions déjà que la réception officielle aurait lieu à Serqueux, en présence des autorités civiles et militaires. Je m'empressai donc de recommander dans chaque wagon, que l'on veille à conserver ces vivres et ces boissons pour la consommation familiale à l'arrivée à Dieppe, car la discipline semblait se relâcher... Heureusement, je fus compris par la grande majorité.

Vous traduire l'arrivée, le samedi 12 septembre 1942 à quinze heures à Serqueux, me semble difficile. A peine descendu du train pour faire ranger les hommes par quatre sur le quai, je fus littéralement enlacé par les bras de mon épouse qui avait réussi à venir jusqu'ici, en passant au travers des mailles du service d'ordre : j'étais cloué par

l'émotion. Je dus faire un effort surhumain pour maîtriser cette situation, car j'avais à m'occuper des libérés. Puis, toute la troupe sortit de la gare derrière le capitaine Robbe et se présenta en ordre sur la place de la gare, devant la tribune où les autorités avaient pris place. Parmi elles, je citerai : de Brinon, Scapini, Benoît Méchin, René Bouffet préfet, Sassier sous-préfet de Dieppe, René Levasseur maire de Dieppe, mon Père Albert Thoumyre maire d'Arques-la-Bataille, puis les maires de Neuville-les-Dieppe et Hautot-sur-Mer, Henri Richard conseiller général et, parmi les autorités allemandes, le Feldkommandant Zitzewitz ainsi que de nombreux officiers S.S.

Face au soleil qui brillait généreusement ce jour, nous avons dû écouter plusieurs discours. Le premier, dans une courte allocution de bienvenue du Feldkommandant :

«Camarades français, au moment où vous foulez le sol de votre belle patrie, je vous apporte le salut du commandant militaire en France.

Lorsque l'Anglais tenta de fouler le sol de France, autorités et familles ont su garder une attitude disciplinée.

Sur l'ordre du Führer, vous êtes redevenus libres. Dans vos foyers, vous serez les pionniers d'une France nouvelle».

Puis, monsieur de Brinon prit la parole pour nous inviter à nous souvenir des autorités qui avaient contribué à négocier notre libération. Monsieur René Bouffet, préfet régional, lui succéda pour nous rappeler que les biens suprêmes que sont la liberté et le retour dans nos foyers ne devaient pas nous faire oublier que, par-dessus les deuils et les ruines, il s'agissait de refaire la France et l'Europe. Enfin, monsieur René Levasseur s'exprima en ces termes :

«Oh! certes, vous ne retrouverez pas, mes chers amis, votre ville d'avant-guerre, si vivante, si active et si florissante. Mais, vous ramenez avec vous l'espoir et un réconfort précieux.

Vivez cette journée dans la joie, mais n'oubliez pas la part que votre préfet, sous-préfet et votre municipalité ont prise dans votre libération et dites-vous bien qu'aujourd'hui, ils sont des hommes heureux».

Les discours terminés, le capitaine Robbe prit la parole pour remercier tous ceux qui avaient contribué au retour des prisonniers de Dieppe et de sa région. Nous nous mettions aux ordres du maréchal Pétain. Mais n'oublions pas ceux qui restent !

La foule entonna l'hymne du maréchal :
«Maréchal nous voilà ! »

Alors, ce fut la grande liesse. Partout on s'étreignit et pendant une heure en attendant le départ, nous cherchâmes dans la foule un père, une mère, un fils au milieu des pleurs de joie à nulle autre pareille.

Mon père et ma mère, mon épouse, me serrèrent dans leurs bras. Mais je sentis que la joie de mes parents n'était pas complète car mon frère Francis ne faisait pas partie du convoi. Je les rassurai en leur précisant qu'au cours de notre voyage de retour, je m'étais entretenu avec l'officier allemand qui nous accompagnait, et lui avais donné les coordonnées de Francis interné à Rava-Rousskaïa. Il m'avait promis de s'en occuper activement dès son retour en Allemagne.

Ce ne fut que quelques semaines plus tard que Francis retrouva la France pour la plus grande joie de la famille.

Puis, avec l'autorisation de cet officier allemand, mon épouse monta dans le train de prisonniers qui partait pour Dieppe. Une halte était prévue à Arques-la-Bataille où notre arrivée était attendue par toute la population. Je fis mettre les hommes en rang sur le quai de la gare, et nous sortîmes sur la place où la foule nous envahit et nous submergea. Plusieurs ouvriers de notre usine d'Arques

étaient du convoi et, parmi eux, je ne peux oublier les trois frères Motte, André, Eugène et Gabriel, accueillis par leur père en gare d'Arques.

L'arrivée du train en gare de Dieppe, fut un véritable raz-de-marée humain ! Plus de quinze mille personnes massées sur la place rompirent les barrages et se précipitèrent à la recherche de l'un des leurs. Rapidement, les prisonniers libérés regagnèrent leurs foyers car la sécurité imposait d'éviter tout rassemblement en cette fin de journée mémorable. Pour ma part, je retrouvai les «Marronniers» où mon épouse avait élu domicile dans l'attente de mon retour.

Le soir, au dîner, malgré la gaieté qui régnait autour de la table de famille, je ne pouvais arracher ma pensée des camarades restés en captivité et la nourriture copieuse préparée par notre mère pour me fêter avait des difficultés à descendre dans mon estomac. J'avais la gorge serrée par la joie et l'émotion. Je ne réalisais pas encore le bonheur qui m'était donné.

Le dimanche 13 septembre, en action de grâce, je remerciai le Seigneur et priai pour ceux qui étaient tombés sur la plage de Dieppe un mois plus tôt, et auxquels nous devions notre retour au foyer.

Quelques jours plus tard, après avoir régularisé ma situation militaire, ma femme et moi prenions le train pour Salies-de-Béarn, pour rejoindre nos enfants et mes beaux-parents. A l'arrivée en gare, mes trois enfants et mes beaux-parents me sautèrent au cou dès ma descente du train. Ce fut un grand moment de joie et d'intense émotion.

La population de Salies, qui était au courant de mon retour, voulut m'accueillir à la sortie de la station, espérant avoir des nouvelles des siens encore en captivité, mais ma belle-famille me fit sortir par une porte dérobée pour l'éviter.

Au «Soleil d'Orient», propriété louée par mes beaux-parents à Salies, où je retrouvais enfin le calme et l'équilibre, je goûtais des jours heureux.

Le 20 septembre, nous fêtions en famille nos dix ans de mariage, entourés et choyés par mes beaux-parents, mon beau-frère et mes belles-sœurs, oncles et tantes, cousins et cousines réfugiés à Salies. Je faisais connaissance de ma belle-sœur Geneviève, mariée six mois plus tôt en Bretagne, avec le frère de ma femme, Jean Bocquet.

Ce qui me frappait le plus, c'était l'accent béarnais que mes enfants avaient pris au contact des enfants du pays. En trois ans d'absence, tout avait changé, à tel point que j'éprouvais une certaine gêne à en faire la remarque. Toutes les décisions étaient prises en-dehors de moi, et je ne trouvais pas la force de réagir. J'étais encore groggy par la captivité comme un homme en plein sommeil dont les membres ne répondent plus aux commandements du cerveau. Des barbelés me retenaient prisonnier. Ma pensée était encore à l'Oflag VI-A. Depuis l'heure de la libération, je me posais la question de savoir comment avait pu naître l'idée de nous rendre à nos familles. Je ne retrouvais pas, dans l'histoire du monde, une libération aussi massive de prisonniers d'un pays en état de guerre dont l'issue est incertaine. Le Führer en avait-il conscience et ménageait-il l'avenir ? Car un homme qui n'hésitait pas à faire disparaître des populations entières par les moyens les plus cruels, pouvait-il avoir un sursaut de générosité semblable pour redonner la vie à mille cinq cents hommes, dont il n'avait que faire ?

«Propaganda», clamait les journaux Outre-Rhin. Certes, la population française, qui ignorait le drame des chambres à gaz, était sensible à cet acte de générosité. Mais en fait, n'était-ce qu'un calcul pour neutraliser la résistance intérieure d'un pays conquis, et redonner aux troupes d'occupation l'espoir dans l'image d'un chef dont la

réputation commençait à se ternir ? Ce qu'il y a de certain, c'est l'habileté des négociateurs, Sassier et Levasseur, pour exploiter la situation. Et c'est en cela que nous leur devons une reconnaissance infinie. Malheureusement, cette reconnaissance fut de courte durée car aux élections qui suivirent quelques mois plus tard, René Levasseur fut déjugé et remplacé à la mairie de Dieppe. Personnellement, je n'ai jamais compris l'attitude de la population dieppoise et me suis désolidarisé de l'Association dieppoise des prisonniers de guerre. •

J'ai eu l'occasion, ultérieurement, de mesurer l'amertume de cet homme de bien, René Levasseur, mon oncle, au cours de ses derniers jours d'existence.